

<http://levenissian.fr/obtenir-les-moyens-necessaires-au,1438>



Déclaration des conseillers communautaires communistes
de Vénissieux

obtenir les moyens nécessaires au mieux-vivre des populations.

- Vie politique -

Date de mise en ligne : mercredi 9 avril 2014

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Après les élections municipales, une nouvelle étape s'ouvre dans l'agglomération lyonnaise avec l'élection du Président et de l'exécutif du Grand Lyon, future métropole.

Nous souhaitons rendre publique notre réflexion concernant la constitution d'une majorité de gauche autour d'un projet progressiste et républicain et notre participation éventuelle à l'exécutif ; la situation étant profondément différente de celle de 2008.

Ces élections municipales ont été marquées par le basculement à droite de nombreuses villes populaires de l'agglomération. Le Front National entre dans plusieurs conseils municipaux. L'abstention a été massive.

Ce résultat traduit la colère populaire contre la politique gouvernementale, l'approfondissement de la fracture politique et sociale, la défiance grandissante du peuple envers les institutions.

Ces résultats doivent nous interroger : le projet de métropole lyonnaise, modèle vanté par le gouvernement de François Hollande, a-t-il pu constituer un accélérateur de ce désaveu populaire ?

Dans un contexte d'austérité et de baisse du pouvoir d'achat de la population, la priorité donnée aux grands projets sur la réponse aux besoins prioritaires des populations, l'absence de concertation, n'ont-ils pas aggravé la colère, alors même que montaient dans les quartiers des questions fortes sur le traitement par le Grand Lyon de la proximité ?

Il faut en tous cas faire l'effort de comprendre le message des urnes et d'y répondre.

Autant, nous sommes déterminés à ne pas laisser la droite s'emparer de la Métropole, autant nous n'accepterons pas que les choses continuent en l'état. Les choix et le fonctionnement du Grand Lyon doivent bouger et nous ne sommes pas les seuls à le dire.

Nous ajoutons que nous ne pouvons pas nous inscrire dans le projet gouvernemental défendu par Le Premier Ministre, Manuel Valls, auquel nos députés n'ont pas accordé la confiance.

Ce projet confirme les 10 milliards d'économies sur les dotations aux collectivités locales donc sur les services publics et les investissements publics pour les habitants. Il annonce la marche forcée d'ici 2020 vers la fin des départements, la fusion des régions pour aboutir à 10 grandes régions en France, la suppression de la clause de compétence générale pour les collectivités, de nouvelles attaques contre l'existence des communes.

Dans ces conditions, nous nous battons pour renforcer la capacité des communes dans une métropole qui fonctionne, contrairement au projet initial, comme une intercommunalité facteur de solidarité et de réponses aux habitants. Nous ne pouvons participer à un exécutif du Grand Lyon qui s'inscrirait dans la continuité du projet de métropole initial.

Gérard Collomb ne s'est pour l'instant prononcé sur aucune des questions que nous posons. Au contraire, il cherche à constituer sa majorité et son exécutif dans le secret des tractations de personnes. Nous ne pouvons accepter qu'une majorité de la plus grande collectivité territoriale après Paris se constitue de cette manière.

Avant de nous prononcer quant à notre participation à l'exécutif, nous voulons que Gérard Collomb s'engage sur un

projet clair et transparent permettant le rassemblement des forces de gauche et républicaines, dans l'intérêt des communes :

- Mise en place de règles transparentes garantissant l'égalité de traitement des communes
- Renforcement des communes, de leur souveraineté et de leurs moyens au service des territoires et de leurs habitants,
- Développement de la solidarité et engagement précis sur les moyens et le traitement des compétences sociales transférés à la métropole par le département (RSA, Handicap, personnes âgées, collè ges, protection de l'enfance, PMI)
- Développement du réseau des services publics de proximité : Propreté, et voirie (rues et trottoirs).
- Soutien à la ré-industrialisation de l'agglomération et à l'emploi
- Réponses urgentes aux besoins de logements diversifiés, dont une part croissante de logements sociaux de qualité accessibles à tous (construction de logements neuf et réhabilitations)
- Développement de l'offre des grands réseaux de transports collectifs, métros, tramways et bus
- Maîtrise d'une agglomération durable plus juste et plus économe.

C'est à partir de ces questions urgentes pour l'ensemble des communes et des habitants de l'agglomération que nous nous déterminerons, porteurs dans tous les cas d'un projet de métropole des communes, solidaire et respectueux de la souveraineté des habitants, déterminés à obtenir les moyens nécessaires au mieux-vivre des populations.

Nous serons présents à la réunion organisée par l'Association départementale des élus communistes et républicains, mardi 15 avril à 18H15, salle C au Grand Lyon, pour aborder toutes ces questions.

- Michèle PICARD, Maire de Vénissieux, conseillère communautaire
- Yolande PEYTAVIN, 1re adjointe au Maire, conseillère communautaire
- Pierre-Alain MILLET, Adjoint au Maire, conseiller communautaire
- Marie-Christine BURRICAND, conseillère générale, conseillère communautaire